

Lettre à l'Ambassadeur

22 Janvier 2014

Monsieur ou Madame l'Ambassadeur / Consul d'Israël à

Ce 22 Janvier 2014, nos alliés et partisans du monde entier protestent devant les ambassades israéliennes afin d'amplifier notre voix et notre message : nous sommes des réfugiés ! Pas des infiltrés ! Pas des criminels ! Nous ne resterons plus silencieux devant l'humiliation infligée par Israël à la communauté des réfugiés africains.

Alors que dans de nombreux autres pays, nous serions reconnus comme réfugiés, le gouvernement d'Israël a refusé de déterminer notre statut de réfugié de manière systématique ou transparente à travers un processus d'examen équitable et efficace (RSD) de notre demande de statut de réfugié qui nous permettrait de voir nos demandes examinées individuellement. Au lieu de cela, il a choisi une politique d'emprisonnement et d'incitation contre nous.

Nous sommes maintenant dans notre 5e semaine d'une lutte pacifique et populaire en Israël, demandant au gouvernement israélien de modifier ses méthodes inhumaines et illégales envers nous, en nous reconnaissant en tant que réfugiés et respectant nos droits humains. Des dizaines de milliers de membres de notre communauté ont protesté, se sont mis en grève, ont défilé, invité au dialogue - en vain. Le 7 Janvier, plus de 10 000 demandeurs d'asile ont protesté devant le parlement israélien et tenté de remettre la lettre suivante au Premier ministre Benjamin Netanyahu:

A l'attention du Premier ministre Benjamin Netanyahu,

Nous, les demandeurs d'asile, vous invitons vous-même et le gouvernement israélien à entamer un dialogue direct et ouvert avec nous. Au cours des derniers jours, nous avons parlé d'une voix claire afin de faire connaître notre profonde détresse au public israélien et à la communauté internationale. Nous avons parlé de notre vie dans la peur de l'arrestation et les lieux auxquels nous avons échappé. Dans les derniers jours, nous avons démontré à vous et à l'opinion publique israélienne que nous ne sommes pas des criminels. Nous sommes respectueux de la loi, en tant que communauté démocratique et organisée de demandeurs d'asile. Notre grève se poursuit. Jusqu'à présent, vous avez ignoré nos appels. Vous nous appelez infiltrés. Vous nous appelez menteurs. Nous continuons à vous dire : nous sommes des réfugiés. Pas des criminels. Pas des infiltrés.

Nous vous appelons à vous asseoir avec nous pour discuter des solutions possibles qui prennent en compte à la fois les intérêts d'Israël, nos besoins et nos droits. Ces solutions affectent nos vies et nous voulons que nos voix soit entendues.

- Annulez le nouvel amendement à la loi anti-infiltration, stoppez toutes les arrestations, et libérez tous les demandeurs d'asile et les réfugiés.
- Vérifiez les demandes d'asile individuelles d'une manière équitable et transparente, conformément aux normes internationales.
- Respectez les droits fondamentaux des réfugiés, y compris les droits sociaux, la santé et le bien-être.

L'État d'Israël a été l'un des premiers à signer la Convention sur les réfugiés. Si l'État d'Israël n'a pas l'intention de la respecter, qu'il transfère le traitement de nos demandes d'asile au Haut Commissariat pour les Réfugiés.

Nous espérons recevoir votre réponse et voir un signe de changement positif dans la politique d'Israël envers les demandeurs d'asile au cours des deux semaines qui viennent.

Merci .

La Communauté des demandeurs d'asile d'Afrique

Deux semaines ont passé, mais les arrestations arbitraires, les emprisonnements, les pratiques opaques de renouvellement de visa, les pressions sous la contrainte et incitations pour nous pousser à partir n'ont pas changé. Il y a actuellement 150 réfugiés prisonniers en grève de la faim à la prison de Saharonim et cela depuis le 5 Janvier 2014, c'est-à-dire depuis dix-sept jours.

La réponse indirecte de M. Netanyahu, réitérant un message qui nous a souvent été envoyé, a été de déclarer que nous nous sommes des infiltrés, pas des réfugiés, et que son gouvernement va intensifier la mise en œuvre de sa politique actuelle d'emprisonnement et de retour forcé.

Cela ne nous laisse d'autre choix que de nous tourner vers le HCR pour faire appliquer la Convention des Nations Unies pour les Réfugiés qu'Israël a signé et qu'il prenne la responsabilité de nos procédures de Détermination du Statut de Réfugiés DSR.

Nous appelons au soutien de la société civile internationale afin que d'autres voix se joignent à la nôtre dans la demande de respect des droits humains pour les réfugiés, en Israël et dans tous les pays, conformément à la convention des réfugiés de l'ONU et aux normes internationales pour le traitement des réfugiés.

S'il vous plaît, veuillez transmettre notre message au Premier ministre Netanyahu et au gouvernement israélien :

Si Israël continue de nier notre statut de réfugié et évite la surveillance de la détermination du statut de réfugiés par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés

- Nous demandons que le HCR assume la responsabilité immédiate et directe de notre destin.

Réinstallez-nous dans des pays qui respectent les droits fondamentaux des réfugiés conformément aux normes internationales et supprimez la signature d'Israël de la Convention sur les réfugiés de l'ONU.

Cordialement,

Le Comité des demandeurs d'asile africains en Israël.

Contact- : freedom4refugees@gmail.com

Facebook | freedom4refugees en Israël - Solidarité internationale

Avaaz petition | UNHCR- Protect rights of African asylum seekers in Israel